

La Lettre du Cher

"Faire vivre la Politique"

Lettre du Député Yves FROMION

N° 142- AVRIL 2017

Edito

Dans ma lettre du Cher de Février j'évoquais la machination habilement ourdie par l'Elysée pour « saboter » la campagne de François Fillon et tenter d'anéantir les perspectives de victoire de la Droite aux élections présidentielles et législatives. Eh bien, on y vient enfin avec l'évocation par François Fillon du « cabinet noir » de l'Elysée, chef d'orchestre de l'opération dont il est la victime et avec la publication du livre *Bienvenue Place Beauvau*.

L'opération, « il faut tuer le soldat Fillon », qui fera date, n'a rien d'une fiction cinématographique.

L'Elysée, qui « couve » la candidature d'Emmanuel Macron, est évidemment le seul échelon à même de disposer des éléments constituant le « dossier Fillon », à avoir pu les extraire de l'Assemblée Nationale et des services de Bercy, à pouvoir actionner la Justice et la Police dans un timing idéalement ajusté, et surtout, à pouvoir manipuler à sa guise un système médiatique complaisant et heureux de l'aubaine qui s'offrait à lui... La corruption n'est pas nécessairement où on le dit !

S'agissant du système médiatique, on peut observer que le journal Le Monde, dans les vingt jours qui ont suivi le début de la « curée », a fait dix fois sa « Une » sur Fillon et, de surcroît, a évoqué cinq fois en « Une » cette affaire. Quinze « Une » sur vingt ! La Pravda qui soutenait les grandes épurations soviétiques, n'aurait pas fait davantage !

Certes les écarts imputés à François Fillon méritent qu'on s'interroge, mais il n'y a pas mort d'homme, ni crime contre l'humanité. Pourquoi avoir érigé un tribunal planétaire ? Le risque de déconfiture de la Gauche française et le naufrage de François Hollande le justifiaient-ils ?

Le succès de cette carambouille politicienne reste néanmoins suspendu à deux conditions : l'effondrement de François Fillon et le bon sens populaire. François Fillon, contre toute attente et même en dépit des trahisons de son propre camp, a tenu et poursuit sa route.

Quant aux français concernés, sortis de l'état de sidération dans lequel « l'affaire » les avait plongés, ils se murent dans une sorte de prudence attentiste dont on ne sait pas sur quoi elle va déboucher.

La victoire du « candidat hybride » Macron-Hollande n'est malgré tout pas assurée et c'est pourquoi « la danse du scalp » se poursuit autour de François Fillon.

Mais cette danse a aussi un autre but, plus subtil : éviter que l'on parle du fond des programmes, c'est-à-dire des propositions des candidats. Et c'est ce que cherche avant tout l'équipe Macron-Hollande.

En effet les citoyens-électeurs attentifs n'ont aucune peine à mesurer la vacuité et le manque de sérieux du programme du « candidat hybride », conçu comme un attrape-mouches, enduit des sucreries nécessaires pour séduire les ballots le temps d'une élection...

Hollande promettait de « réenchanter le rêve français » ; Macron nous offre son messianisme gonflé d'« immaturité politique » revendiquée. Macron-Hollande c'est DUPOND et DUPONT... promenant la France au Palais de l'illusion!

Audiovisuel public...

La participation de la romancière Christine Angot à l'émission de David Pujadas sur France2, consacrée à François Fillon, restera dans l'histoire.

Les pulsions délirantes de l'intéressée sont connues de tous, pourquoi l'avoir invitée et ne pas l'avoir fermement remise en place ? L'outrance du propos, la posture caricaturale de l'intervenante, la compromission du journaliste animateur, ont composé un tableau lamentable.

Les téléspectateurs, astreints au paiement d'une redevance audiovisuelle, n'ont-ils pas le droit de s'indigner en constatant que le prétendu service public de l'audiovisuel : France 2, France 3 etc... ne se distingue en rien du système médiatique commercial financé par la publicité ? Pire encore ce prétendu service public est pétri d'esprit partisan, il est colonisé par des journalistes et autres collaborateurs totalement politisés, sous contrôle syndical.

Au terme de 20 années de vie parlementaire je peux parler d'expérience. Mes relations avec France 3, comparées à celles d'autres parlementaires régionaux de la Gauche politiquement correcte, sont quasi nulles...

En fait cet audiovisuel, qui n'a de public que sa source de financement, a largement contribué à l'essor de l'extrême droite par l'exaspération qu'il suscite dans l'opinion publique. Malheureusement, dans ce cas précis, la Droite républicaine porte aussi une réelle responsabilité car elle n'a pas eu le courage, quand elle le pouvait, de poser clairement la question de l'audiovisuel public, de son utilité, de son cadre et de ses obligations.

En politique, la fuite devant les responsabilités et le manque de courage coûtent bien d'avantage que les inconvénients qu'il y a à les assumer.

Pour conclure, on voit que la mainmise des médias sur la campagne présidentielle a atteint un seuil d'alerte avec les réticences des candidats à participer à un deuxième reality-show sur France 2... Avertissement ?

« Quelques Macronneries... »

1 – L’instauration d’un service national d’un mois pour tous les jeunes français.

C’est Jean-Yves Le Drian, Ministre de la Défense et nouveau soutien (obligé) d’Emmanuel Macron qui doit s’étrangler, lui qui n’a cessé d’affirmer que le retour d’un service national était une hérésie faute de moyens pour l’organiser, de budget pour le financer, de militaires professionnels pour l’encadrer et surtout d’intérêt pour la Défense.

Oser affirmer et promettre que nos armées accueilleront chaque année environ 700 000 jeunes garçons et filles de plus de 18 ans relève de l’irresponsabilité et de la démagogie la plus grave. **C’est la marque Macron !**

2 – La quasi suppression de la Taxe d’habitation

Emmanuel Macron veut supprimer la Taxe d’habitation et la remplacer par une contribution de l’Etat aux finances communales. Ce faisant, il est en contradiction avec lui-même puisqu’il affirme par ailleurs « qu’il faut redonner des compétences au plus près du terrain ».

Les élus locaux sont hélas payés pour savoir que l’Etat ne tient jamais ses promesses. Ils ne veulent pas redevenir des obligés de l’Etat et refusent que ce dernier revienne sur un acquis majeur de la décentralisation.

Qu’importent les contradictions, il faut plaire... c’est la marque Macron !

3 – Les dépenses de santé

« Je m’engage à ce que sur la santé on ne modifie rien on ne retranche aucun droit, on ne dérembourse aucun soin ».

Emmanuel Macron veut que l’Etat remplace les partenaires sociaux dans la gestion de la Sécurité Sociale.

Il veut que le financement de l’assurance-chômage repose sur l’impôt donc sur l’Etat.

Conclusion, on est « En marche »... vers l’étatisation de la Sécurité Sociale. On revient vers le collectivisme et c’est sans doute une contribution de Robert Hue, ancien chef du Parti communiste, rallié à Macron ! **Qu’importe ne déplaisons pas c’est la marque Macron !**

4 – Maintien des 35 heures dans la loi

Emmanuel Macron maintient la norme des 35 heures (possibilités de dérogations) et il affirme : « une fois une réforme engagée, ne modifions plus les mesures prises et laissons-les s’appliquer avant de les évaluer ».

Il y a 20 ans que l’on constate les effets et la nocivité des 35 heures dans le secteur privé comme dans les fonctions publiques. L’évaluation a donc été faite et les conclusions tirées..., sauf pour Macron !

Le changement c’est jamais, c’est la marque Macron !!!

5 - La France et la colonisation

En Algérie, Emmanuel Macron s’est cru autorisé à parler au nom de la France et il a affirmé que la colonisation (au sens large) s’apparentait à un « crime contre l’humanité ».

Disant cela, Macron ne s’est pas rendu compte que c’est le plus intime de sa personnalité qu’il a exprimé. **Il n’aime pas la France !**

Il en conteste d’ailleurs la spécificité culturelle.

L’abolition de l’esclavage, c’est la France colonisatrice, l’instruction, la santé, l’accès aux progrès techniques, les routes et chemins de fer, la justice, l’organisation sociale, la libération (partielle c’est vrai) de la femme, l’agriculture et j’en passe... dans nos anciennes colonies, c’est encore la France colonisatrice !

Certes il y a à redire. Mais comment oser traiter d’auteurs de

crimes contre l’humanité tous ceux de nos compatriotes qui, en accord avec la République, ont été les acteurs d’une aventure humaine qui ne s’apparente guère à l’action des nazis ou des djihadistes. **La France vilipendée c’est la marque Macron.**

6 - Vous saviez que la Guyane française était une île ?

Non eh bien c’est Macron qui vous l’apprend. Il en va de même pour Villeurbanne qu’il situe dans la périphérie ... Lilloise.

La France oubliée c’est la marque Macron !

La France rurale si délaissée...

Après la réforme des Zones Défavorisées Simples, qui condamnait à mort les agriculteurs-éleveurs du Pays-Fort, aujourd’hui en cours de « normalisation », voici que le Gouvernement veut faire prévaloir une autre initiative tout aussi inacceptable visant à remettre en cause le dispositif des Zones de Revitalisation Rurale créé par Charles Pasqua en 1995. Et une nouvelle fois le Pays-Fort en est une principale victime.

Soyons précis ; qu’il soit nécessaire de faire évoluer vers plus d’efficacité un dispositif datant de plus de 20 ans, c’est compréhensible. Mais que l’on exclut des bénéficiaires plus de cent communes du Cher c’est la marque d’une désinvolture insupportable à l’endroit d’un département et de territoires en grandes difficultés.

Comment un Gouvernement, comment un Ministre, peuvent-ils commettre pareilles bourdes ?

L’indignation s’accroît encore lorsque l’on sait que les malheurs du Pays Fort viennent de la nouvelle cartographie des communautés de communes, imposée au forceps par ce Gouvernement d’« arcandiers » !

Une démarche commune de tous les parlementaires du Cher a donc été faite auprès du Premier Ministre pour obtenir un réexamen du projet gouvernemental. On est en attente... d’un peu de bon sens !

L’organisation de l’espace rural par des administrations parisiennes « hors sol », ce n’est plus supportable. De même que ne sont plus supportables les iniquités de traitement. Comparons les sommes englouties en pure perte dans les banlieues (on dit aujourd’hui les quartiers car c’est plus chic) avec les aumônes qui sont faites aux départements, aux communes et à leurs intercommunalités rurales. Avec un seul euro la ruralité fait encore bien mieux que l’urbain avec dix euros ! Or les besoins sont immenses... Pensons aux routes, par exemple.

J’avais essayé de susciter une légère surtaxation des péages autoroutiers pour alimenter un fonds dédié à l’entretien des réseaux routiers départementaux. Cela aurait permis de faire contribuer les automobilistes et camionneurs étrangers qui, sortis de nos autoroutes, empruntent nos réseaux secondaires. On m’a rétorqué que cela remettrait en cause les contrats entre l’Etat et les Sociétés autoroutières et que, de plus, j’allais étouffer l’économie, comme si nos entreprises de travaux publics n’étaient pas de l’économie. On croit rêver !

Le monde rural va devoir s’organiser résolument pour peser et assurer son avenir.